



**DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT
LOCAL**

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Ref n°	01	Intitulé du projet		Elaboration d'un programme indicatif régional de développement urbain (2006-2015) dans les pays de l'UEMOA				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	Mali, Burkina Faso, Sénégal, Cote d'Ivoire, Niger, Bénin, Togo et Guinée Bissau	89.083,888	40%	12	UEMOA	UEMOA	02/2007-07/2007	1- Laboratoire Gester – Université Paul Valéry de Montpellier 2- Directeurs de l'Aménagement du Territoire des huit pays membres
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>La politique d'aménagement du territoire communautaire adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA prévoit, dans son axe n°3, la définition et la mise en place d'une armature urbaine capable de conférer aux villes un rôle moteur dans le processus de développement à travers des fonctions appropriées et des échanges régionaux et internationaux.</p> <p>Cette politique d'aménagement du territoire communautaire vise la maîtrise spatiale d'un développement économique, social, culturel soutenu, harmonisé et durable. Les Ministres de l'Habitat et de l'Urbanisme ont conforté cette politique en demandant l'élaboration d'un programme indicatif régional en matière de développement urbain, sur un horizon temporel de dix années (2006-2015). Ce programme s'inscrit ainsi dans les conclusions du Forum de Barcelone (septembre 2004) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).</p>					<p>L'objectif général de cette étude est de contribuer à l'amélioration de la gestion des villes et des conditions de vie des populations urbaines. Pour cela, la tâche du consultant consistera à réaliser un diagnostic des problèmes de développement urbain et à formuler des propositions pour une meilleure gestion urbaine dans l'espace UEMOA.</p> <p>De manière spécifique il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de faire l'état des lieux sur les politiques nationales et les programmes urbains dans l'espace UEMOA ; • d'établir un diagnostic détaillé du développement urbain au niveau de cet espace en faisant ressortir les potentialités, les dysfonctionnements et les principales contraintes ; • d'élaborer un document de formulation des enjeux de la problématique de la gestion urbaine dans les pays concernés ; • de proposer des stratégies et des actions pour améliorer l'environnement ainsi que la qualité de vie ; et promouvoir un développement mieux articulé avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement Urbain ; • d'identifier les priorités en matière d'investissements et d'actions pour un développement régional harmonieux et durable ; • de faire une évaluation financière des composantes du programme indicatif et identifier les mécanismes de financement aux différentes échelles (locales, nationales et régionales). 			

SUR LE PLAN NATIONAL

Ref n°	02	Intitulé du projet		Etude sur la situation actuelle de la décentralisation au Sénégal				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	38.112,254	100%	10	Coopération Japonaise	Coopération Japonaise	2005	
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>L'année 1997 marque l'entrée en vigueur de la décentralisation/régionalisation par la publication de décrets d'application : l'architecture institutionnelle prévue par les textes de décentralisation peut se mettre en place progressivement.</p> <p>La mise en œuvre de ce processus de décentralisation est toutefois freinée par le fait qu'elle s'amorce dans un contexte de très grande précarité des ressources locales. Une inadéquation apparaît entre les moyens disponibles, les besoins et les missions assignées aux élus locaux. Les ressources humaines, financières et matérielles mobilisables par les Communautés Rurales font défaut.</p> <p>Face à ce constat, le Gouvernement adopte en 1999 une Lettre de Politique du Développement Rural Décentralisé qui a pour ambition de contribuer à améliorer la qualité de vie et l'accès aux services essentiels de base en milieu rural en permettant aux communautés de prendre en charge les affaires locales et en créant un cadre permettant aux divers acteurs (les populations, les collectivités locales, l'Etat et ses démembrés, les ONGs, le secteur privé et les partenaires au développement) d'utiliser au mieux leurs compétences respectives au profit du développement rural. Les modalités de mise en œuvre de cette stratégie reposent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la répartition des programmes d'appui aux collectivités rurales et l'harmonisation progressive des interventions sur l'ensemble du territoire national ; ➤ la poursuite des réformes relatives au développement local notamment l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National de Bonne Gouvernance et la poursuite du renforcement de la gouvernance locale ; ➤ la poursuite des projets et programmes relatifs à la décentralisation. <p>Une décennie après la mise en œuvre de ce processus, une évaluation de la politique de décentralisation s'avère nécessaire. Cette étude devrait déboucher sur des recommandations émanant de l'analyse de la situation actuelle en vue de réformer la décentralisation dans tous les domaines où des insuffisances ont été décelées. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intervention de la JICA.</p>					<p>L'objectif global de l'étude est de réaliser un document de référence traitant de la situation actuelle de la décentralisation et de dégager les actions prioritaires permettant d'orienter les prises de décisions opportunes. De manière spécifique, l'étude devra permettre de cerner :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la politique de décentralisation, les cadres institutionnel et organisationnel mis en place pour sa mise en œuvre, ainsi que ses enjeux et défis ; • les objectifs et contenus des programmes des acteurs nationaux (globaux et sectoriels) ; • les approches des programmes des Bailleurs de Fonds actifs dans le secteur et dégager les perspectives ; • les impacts de la décentralisation sur la gouvernance locale au niveau de chaque type de Collectivité Locale ; • les problèmes et contraintes au processus de mise en œuvre de la décentralisation à tous les niveaux ; • les visions des partenaires de la décentralisation, ainsi que celles de l'Etat en vue d'améliorer la politique de décentralisation. 			

Réf n°	03	Intitulé du projet		Mise en œuvre des activités du Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) dans des communautés rurales des régions de Kolda, Louga et Diourbel				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Nom de l'entité juridique
GERAD	SENEGAL	358.426,97	100%	GERAD	SENEGAL	358.426,97	100%	GERAD
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>Le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) avait pour objectif de lutter contre la pauvreté en milieu rural par le financement d'infrastructures communautaires, la formation des acteurs locaux et la bonne gouvernance. Les objectifs spécifiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le renforcement des capacités des populations pour leur permettre de définir, de prendre en charge et de suivre l'évolution de leur propre développement ; • la valorisation effective des ressources humaines par la formation-action ; • le financement d'infrastructures rurales. <p>Dans le cadre de cette mission, le PNIR a fait appel au GERAD pour soutenir et accompagner les institutions locales et la population rurale dans les communautés rurales de Saraya, de Dimboli, de Salémata, de Khossanto, de Missirah Sirimana (département de Kédougou, région de Tambacounda), de Kounkané (département de Vélingara, région de Kolda), de Coki, de Ndiagne (département de Louga, région de Louga), Réfane et Gawane (département de Bambey, région de Diourbel).</p>					<p>Le GERAD a appuyé chaque communauté rurale suivant une démarche participative à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • concevoir et mettre en œuvre l'ensemble du processus de réalisation des Plans Locaux de Développement ; • identifier, planifier et exécuter des projets d'infrastructures communautaires ; • assurer la formation-action des acteurs locaux de la CR et des responsables des institutions locales ; • aider à la mobilisation et la gestion des fonds de contrepartie des investissements communautaires ; • réaliser un plan de formation et un plan de communication ; • assurer l'exécution et le suivi régulier des projets. <p>Dans chaque département, une équipe permanente composée de trois personnes a assuré l'assistance technique. Des animateurs communautaires et des animateurs relais ont été chargés de l'information/sensibilisation au niveau des villages.</p>			

Réf n°	04	Intitulé du projet		Mise en œuvre du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (ADDEL)					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	SENEGAL	1.999.948,3	----	13	Direction des Collectivités Locales (DCL)	Agence Française de Développement (AFD)	09/2003-08/2007	BDPA	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>Le Projet d'appui à la Décentralisation et au développement Local vise à améliorer les conditions de vie et à réduire la pauvreté des populations rurales, en respectant l'esprit de la lettre de politique de développement décentralisé. Les acteurs externes notamment l'opérateur doivent appuyer les communautés rurales. Conformément aux termes de références, il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'améliorer l'accès des populations aux infrastructures et aux services de base ; • de favoriser l'environnement économique et de gérer durablement les ressources naturelles ; • de contribuer à la mise en œuvre de la politique de décentralisation par la formation des acteurs locaux ; • d'impliquer les populations cibles dans un processus dynamique de prise en charge et de la mise en œuvre d'actions de développement. 						<p>Le GERAD assure l'assistance technique permanente pour la mise en œuvre du projet. A cet effet, une unité de gestion du projet est basée à Tambacounda avec des antennes à Bakel et à Vélingara. Les principales missions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appui à la mise en place de fonds régionaux institutionnalisés ; • mise en œuvre du volet information, communication et formation ; • appui à l'élaboration de plans locaux de développement ; • appui à la maîtrise d'ouvrage déléguée des collectivités locales • appui dans la gestion et la réalisation des investissements (études, réalisation, entretien) ; • mise en place d'un système de suivi-évaluation du projet. 			

Ref n°	05	Intitulé du projet		Mise en œuvre du Programme de Développement Intégré de la région de Fatick (PDIF)				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	1276812,3	10%	5	ONG SOS Faim Belgique	Coopération Belge et ONG SOS Faim Belgique	01/2004-12/2008	- Conseil Régional de Fatick - Mutuelles d'Epargnes et de Crédits de Fatick, de Gossas et de Foundiougne - Service Régional de l'Appui au Développement Local
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>La mise en œuvre des actions de SOS FAIM dans la région de Fatick s'appuie sur le Programme de Développement Intégré de Fatick (PDIF) dont la stratégie est basée sur les trois principaux axes ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsabilisation et renforcement des moyens d'action des structures fédératives dans leurs capacités à prester à leurs membres ; - Renforcement financier des OP à la base, identifiées par les structures fédératives sélectionnées et aptes à capitaliser l'apport reçu ; - Renforcement des capacités des acteurs du développement (services techniques décentralisés, CERP, communautés rurales, etc.) et le développement de synergies entre ces acteurs, les OP et les différents partenaires du développement actifs dans la Région. 						<p>Le GERAD est chargé de la mise en œuvre du PDIF à travers la mise à disposition de quatre personnes de manière permanente et d'un chargé de suivi-évaluation qui intervient de manière ponctuelle. L'expertise de ce personnel entièrement local est renforcée par les missions d'appui périodique de l'équipe de SOS Faim (1 fois par trimestre).</p> <p>Les missions du GERAD concernent</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ appui organisationnel visant à promouvoir la transparence et la bonne gestion ; ▪ appui institutionnel pour amener les structures fédératives à répondre aux critères de bonne gouvernance ; ▪ appui en gestion financière par un renforcement de capacités des OP ; ▪ appui dans la mise en œuvre de synergie avec d'autres acteurs mais aussi avec les organisations paysannes elles mêmes par le biais de visite d'échanges ; ▪ appui dans la mise en place d'un fonds de solidarité dont l'objectif est de pérenniser les actions du programme après le retrait de SOS FAIM ; ▪ appui dans la détermination des critères d'attribution des fonds aux OP de base et dans l'élaboration des protocoles d'accord liant les Faïtières à leurs OP ; ▪ appui dans l'élaboration des rapports d'activités et financiers des OP ; ▪ appui aux Centres d'Appui au Développement Local (CADL) afin de mieux les outiller pour prendre en charge leur mission et alimenter la base de données. 		



ETUDE DE FAISABILITE FINANCIERE



SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Réf n°	06	Intitulé du projet		Etude sur le financement local des secteurs de l'eau et de l'assainissement pour le compte de vingt (20) communes du Mali				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	MALI		100%	5	ONG WaterAid Mali	ONG WaterAid Mali	05/2007 09/2007	----
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques. A ce titre, elle appuie vingt deux collectivités territoriales localisées dans les régions de Gao (deux), Tombouctou (une), Ségou (deux), Mopti (trois), Koulikoro (six) et le District de Bamako (six).</p>					<p>L'étude sur le financement local des collectivités territoriales s'inscrit dans la dynamique d'appuyer le processus de décentralisation au Mali. Essentiellement axée sur les secteurs de l'eau et de l'assainissement, l'étude s'intègre parfaitement dans le cadre de l'exécution des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement, notamment l'assainissement et l'hygiène publique. Les activités confiées au GERAD sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Analyser la structuration des recettes et des dépenses des collectivités locales ; ❖ Etudier le processus budgétaire et de prise de décision afin de cerner les procédures de préparation du budget annuel ; ❖ Ainsi libellé, analyser les dispositifs et opportunités de mobilisation des ressources au niveau des communes ❖ Apprécier le ratio prévision/réalisation afin de mesurer le niveau de financement des activités prévues ; ❖ Analyser les principes de bonne gouvernance suivant un certain nombre d'indicateurs préalablement définis avec WaterAid ; ❖ Evaluer l'étude sur le financement local au niveau de chaque commune, et faire des propositions de pistes à suivre. 			



**ANALYSE INSTITUTIONNELLE
ET ORGANISATIONNELLE
DES COLLECTIVITES**



SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Réf n°	07	Intitulé du projet		Etude situationnelle et institutionnelle des projets de développement agricole et des OP en Gambie					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	Gambie	30.337,08	100%	3	Earth and Human Corporation JAPAN	JICA	06/2001 07/2001	----	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>L'objectif de cette mission était de réaliser une étude diagnostic afin de définir des orientations stratégiques pour la formulation d'un programme de développement agricole en Gambie. Une attention particulière devait être portée sur les potentialités et les contraintes des différents secteurs et filières (production, intrants, commercialisation, etc.).</p>						<p>La mission de l'équipe du GERAD est de diagnostiquer le contexte général de la situation agricole en Gambie d'une part et d'autre part le cadre institutionnel et organisationnel des producteurs. Cette étude diagnostic devrait permettre d'identifier les contraintes du secteur agricole afin de proposer des axes d'orientation pour le développement du secteur agricole.</p>			

Réf n°	08	Intitulé du projet		Mission d'étude et de formulation de la deuxième phase du projet d'alphabétisation fonctionnelle et de développement rural intégré dans la région des Hauts Bassins (Projet BKF/910.03 314-Alphabétisation II)				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	BURKINA FASO	30.337,08	100%	02	LUX-DEVELOPMENTS	LUX-DEVELOPMENT	09/2003-11/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'objectif sectoriel du projet est d'appuyer les structures associatives autonomes à prendre en charge l'alphabétisation et la formation en langue dioula dans la zone d'intervention du projet.</p> <p>Cette mission rentrait dans le cadre d'une formulation de la seconde phase du projet d'alphabétisation fonctionnelle et de développement rural intégré des Hauts Bassins. Prévue pour une durée de quatre ans, ce projet doit consolider les acquis de la première phase et permettre une extension géographique limitée à l'ensemble de la Région des Hauts Bassins.</p>						<p>Le mandat de GERAD était de formuler la deuxième phase du projet intitulé BKF 921. Il s'agissait pour l'équipe du GERAD de fournir au projet des documents de stratégies concernant essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le budget global et le plan de financement ; - la matrice du cadre logique ; - le chronogramme d'intervention de l'équipe du projet ; - la description des postes entre autres. 		

Ref n°	09	Intitulé du projet		Etude d'identification des Organisations Paysannes Actives dans le district du Bas-Fleuve				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	République Démocratique du CONGO	11.281,23	85%	03	ONG SOS Faim Belgique	ONG SOS Faim Belgique	01/2005-04/2005	Expert local en appui organisationnel
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>Cette étude commanditée par l'ONG SOS FAIM Belgique consistait à mener un diagnostic au niveau des Organisations Paysannes actives dans le District du Bas-Fleuve en République Démocratique du Congo (RDC), en les situant dans leur contexte économique, social et financier. Elle devait permettre d'évaluer la pertinence d'un appui dans la zone et d'identifier les Organisations Paysannes qui pourraient devenir des interlocuteurs potentiels de SOS FAIM dans la mise en œuvre d'un projet de lutte contre la pauvreté.</p>						<p>La mission consiste à mener un diagnostic au niveau des Organisations de Producteurs en prenant en compte, la maîtrise réelle de leurs activités, leur mode de fonctionnement, leur représentativité et leur capacité institutionnelle et économique d'une part, et leurs capacités à définir et mettre en œuvre des politiques de développement, d'autre part. La finalité était de proposer des orientations stratégiques pour l'élaboration d'un projet de développement intégré.</p>		

Réf n°	10	Intitulé du projet		Evaluation des activités des Organisations partenaires de WaterAid Madagascar				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	Madagascar	13.720,41	100%	02	WaterAid	WaterAid	04/2006-05/2006	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG WaterAid se fixe pour objectif de lutter contre la pauvreté dans les milieux défavorisés par la mise en place d'infrastructures sociaux de base, notamment ceux liés à l'hydraulique et à l'assainissement.</p> <p>Elle intervient en Afrique Occidentale et Australe, à travers la responsabilisation des populations locales dans l'identification de leurs besoins en matière d'hydraulique et d'assainissement, ainsi que l'opérationnalisation et la pérennisation des réalisations. A cet effet, la mise en œuvre de leurs activités repose sur l'opérationnalisation des programme-pays précédemment élaborés par les partenaires nationaux.</p>						<p>Cette étude commanditée par l'ONG WATERAID concerne l'évaluation du programme pays de Wateraid Madagascar. Cette évaluation a notamment porté sur le diagnostic institutionnel de Wateraid Madagascar et de ses organisations partenaires.</p> <p>La mission du GERAD a consisté à évaluer le programme pays de Wateraid Madagascar avec un accent particulier sur le diagnostic institutionnel de Wateraid Madagascar et de ses organisations partenaires.</p> <p>La finalité était de proposer des orientations stratégiques et des recommandations pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie pays de Wateraid Madagascar.</p>		

SUR LE PLAN NATIONAL

Réf n°	11	Intitulé du projet		Etude d'identification des Organisations Paysannes actives au Sénégal				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	24157,30	100%	8	ONG SOS Faim Belgique	ONG SOS Faim Belgique	06/1999-08/1999	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>Cette étude commanditée par l'ONG SOS FAIM Belgique consistait à mener un diagnostic au niveau des Organisations Paysannes actives dans quatre régions du Sénégal : Fatick, Kolda, Saint-Louis et Thiès en les situant dans leur contexte économique, social et financier. Elle devait permettre d'évaluer et d'identifier les Organisations Paysannes qui pourraient devenir des interlocuteurs potentiels de SOS FAIM dans la mise en œuvre d'un projet de lutte contre la pauvreté.</p>						<p>La mission a consisté à mener un diagnostic au niveau des Organisations de Producteurs en prenant en compte, la maîtrise réelle de leurs activités, leur mode de fonctionnement, leur représentativité et leur capacité institutionnelle et économique d'une part, et leurs capacités à définir et mettre en œuvre des politiques de développement, d'autre part. La finalité était de cibler la région répondant aux critères d'accueil d'un programme régional de développement intégré.</p>		

Réf n°	12	Intitulé du projet		Programme Saoudien de réalisation de forages et de Développement Rural : Sensibilisation, Organisation, Mise en place des ASUFOR et des Comités de Gestion et formation de leurs instances.				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	19.662,92	100%	10	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Royaume d'Arabie saoudite	12/1999-08/2001	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le projet concerne la troisième phase du Programme Saoudien de Forage, puits et développement rural dans les pays sahéliens de l'Afrique. Durant les deux premières phases, les régions de Diourbel et de Louga ont bénéficié de 25 puits forés et équipés de moto-pompes et de 5 superstructures pour des puits existants.</p> <p>La présente phase dénommée SSWP III, concerne trois régions, à savoir Kaolack (Département de Kaffrine) Kolda (Département de Vélingara) et de Tambacounda (Départements de Kédougou et Bakel) où 35 ouvrages hydrauliques (17 forages motorisés et 18 puits peu profonds équipés de pompes manuelles) ont été réalisés. Cette phase a été accompagnée par un volet organisationnel axé sur la mise en oeuvre d'une politique de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques axée sur une plus grande responsabilité des usagers.</p>						<p>Le volet organisationnel a pour objet de mettre en place des mécanismes durables d'auto-gestion des infrastructures à implanter dans les sites, à travers l'organisation et la formation des bénéficiaires. Elle permet la prévention des conflits pouvant résulter de l'utilisation des ouvrages et, plus globalement, l'appropriation par les bénéficiaires des règles de gestion dont ils auront participé à l'élaboration.</p> <p>Cette composante organisationnelle a été confiée au GERAD. Elle s'est traduite par l'organisation des bénéficiaires, en Associations d'Usagers des Forages (ASUFOR) et par le renforcement de leurs capacités de gestion pour mettre en place des mécanismes durables de gestion des infrastructures. En effet, les structures locales doivent, depuis la Réforme dans la Gestion des Forages Ruraux Motorisés (REGFOR), assurer le renouvellement des équipements d'exhaure et prendre en charge la totalité des charges d'exploitation et des coûts d'entretien/maintenance.</p>		

Réf n°	13	Intitulé du projet		Etude d'identification des Organisations Paysannes actives de la région de Fatick				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	7.622,451	100%	3	ONG SOS Faim Belgique	ONG SOS Faim Belgique	05/2002-06/2002	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>Cette étude commanditée par l'ONG SOS FAIM Belgique consistait à identifier et à mener un diagnostic au niveau des Organisations Paysannes actives dans la région de Fatick. Elle devait permettre d'identifier les Organisations Paysannes qui pourraient devenir des partenaires de GERAD et SOS FAIM dans la mise en œuvre d'un programme de développement intégré.</p>						<p>La mission a consisté à mener un diagnostic au niveau des Organisations de Producteurs en prenant en compte, la maîtrise réelle de leurs activités, leur mode de fonctionnement, leur représentativité et leur capacité institutionnelle et économique d'une part, et leurs capacités à définir et mettre en œuvre des politiques de développement, d'autre part. La finalité était d'identifier des partenaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet régional de développement intégré.</p>		

Réf n°	14	Intitulé du projet		Evaluation de l'impact de la FIARA sur les Organisations Paysannes subventionnées par SOS Faim et AGRITERRA				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	7.622,451	100%	3	AGRITERA et SOS Faim Belgique	AGRITERRA et ONG SOS Faim	03/2002-04/2002	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>Cette étude a porté sur l'évaluation de l'impact de la FIARA sur les organisations paysannes financées par SOS FAIM et AGRITERA. Elle a permis d'analyser les avantages tirés par ces OP en termes financiers (produits vendus) et relationnels (contacts avec des partenaires) ainsi que les problèmes rencontrés par ces organisations. Cette évaluation a débouché sur des recommandations en vue d'une meilleure organisation des prochaines éditions de la FIARA et d'en optimiser les impacts positifs sur les OP.</p>						<p>Pendant la durée de l'édition 2002 de la FIARA, l'équipe d'évaluation du GERAD a rencontré les exposants subventionnés par SOS FAIM et AGRITERA constitués par des OP du Sénégal et des pays de la sous-région. Ces rencontres au niveau des stands a permis d'observer et de s'entretenir avec les acteurs concernés sur la base d'un guide d'entretien qui a permis de passer en revue tous les aspects relatifs aux impacts de la FIARA sur ces OP.</p>		

Réf n°	15	Intitulé du projet		Organisation des ASUFOR et formation des bureaux au niveau des sites bénéficiaires du Programme Hydraulique Luxembourgeois dénommé SEN 012 Eau à Thiès et à Louga				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	30.489,803	100%	4	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Coopération Luxembourgeoise	08/2002-02/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'objectif global de la Coopération Luxembourgeoise est la lutte contre la pauvreté à travers un accès facile aux équipements et infrastructures sociaux de base. C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en place d'ouvrages hydrauliques qui vise à faciliter l'accès des populations rurales à un approvisionnement en eau pérenne satisfaisant sur le plan quantitatif et qualitatif. Toutefois, la pérennisation des réalisations passe par une gestion efficace et efficiente de celles-ci d'où la priorité que constitue pour le programme luxembourgeois, le renforcement des capacités en matière de gestion des bénéficiaires.</p> <p>Le présent programme dénommé projet SEN 012, eau à Thiès et à Louga, couvre ces deux régions et concerne la réalisation de dix ouvrages hydrauliques, ainsi que l'appui institutionnel et organisationnel des populations de sites bénéficiaires afin de promouvoir une pérennisation des réalisations.</p>						<p>Le volet organisationnel a pour objet de mettre en place des mécanismes durables d'auto-gestion des infrastructures à implanter dans les sites, à travers l'organisation et la formation des bénéficiaires. Elle permet la prévention des conflits pouvant résulter de l'utilisation des ouvrages et, plus globalement, l'appropriation par les bénéficiaires des règles de gestion dont ils auront participé à l'élaboration.</p> <p>La mission qui était assignée à l'équipe du GERAD est l'organisation des bénéficiaires en ASUFOR et la formation des membres des bureaux des ASUFOR. Cette formation vise à renforcer les capacités techniques des membres des bureaux des ASUFOR dans le domaine de la gestion administrative et financière afin de leur permettre de mieux assumer leurs nouvelles charges. A cet effet, il s'agit à travers cette formation de spécifier le rôle de chaque membre du bureau, et de les doter d'outils comptables simples et adaptés à la gestion des ouvrages hydrauliques. L'objectif de la formation est à terme d'optimiser les résultats dans le souci de la pérennisation des ouvrages.</p>		

Réf n°	16	Intitulé du projet		Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires (PEPTAC) : Volet organisation et formation des ASUFOR					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	SENEGAL	65.553,077	100%	2	DEM/Japan Techno	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	08/2002-12/2003		
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>Le « <i>Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires</i> » au Sénégal, vise un accès universel à l'eau potable et s'inscrit dans le cadre de la REGEFOR (<i>Réforme des Forages motorisés</i>, portée par la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (DEM) du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique). Ce projet repose sur le renforcement des capacités de gestion et de développement communautaire, par la valorisation des ressources humaines. Il se fixe également pour objectifs la satisfaction des besoins primaires dont ceux liés à l'eau et un meilleur accès aux services de base pour les catégories sociales les plus défavorisées. Par ailleurs, le projet s'oriente vers la lutte contre la pauvreté à travers la diversification des actions productives.</p> <p>Le projet couvre les régions de Thiès, de Louga, de Saint Louis, de Matam et de Tambacounda à travers la réhabilitation de 25 ouvrages hydrauliques, l'appui organisationnel et le renforcement de capacités des structures mises en place. Par ailleurs, des activités génératrices de revenus (maraîchage, embouche, aviculture et équipement d'allègement des travaux féminins), ont été développées dans trois sites test.</p>						<p>La mission de l'équipe du GERAD est de mettre en place des mécanismes durables d'autogestion par l'organisation et la formation des bénéficiaires, à travers la mobilisation de toutes les catégories sociales et/ou socio-professionnelles pour la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat afin de faciliter le développement d'une dynamique de préservation et d'une capacité d'auto-gestion des équipements. L'appui organisationnel consistera à impulser des structures fonctionnelles capables de gérer la pérennisation des réalisations et dont les membres sont élus ou désignés par les villageois eux-mêmes.</p> <p>Quant à la formation, elle vise à doter les membres du bureau de compétences nécessaires à l'exécution des tâches de gestion administrative et financière. Sa réalisation a nécessité l'utilisation d'outils et de supports simples et reproductibles.</p>			

Réf n°	17	Intitulé du projet		Elaboration de manuel de procédures du Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL)				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	67.692,2	46%	02	PAPIL	Banque Africaine de développement (BAD)	06/2005 08/2005	BDPA
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL) a pour objectif la promotion de la petite irrigation au niveau des régions de : Tambacounda, Kolda et Fatick. Il contribue, à la récupération des terres salées, à la valorisation des bas-fonds, aux renforcements des capacités des populations et à l'amélioration des conditions de vie des ruraux dans sa composante infrastructure de base.</p> <p>Pour une durée de cinq ans, le PAPIL permettra la mise en valeur de 2000 ha et le désenclavement des zones à fort potentiels hydro-agricoles.</p>						<p>La mission a concerné l'élaboration du manuel de procédures dont l'objet est de décrire les règles et procédures de fonctionnement du Programme d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL). Le manuel définit le rôle et les responsabilités de chacun et détaille les procédures à appliquer dans les différentes situations rencontrées. De manière détaillée, la mission consistait à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fourniture des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs et comptables ; • la description des procédures et des opérations relatives au fonctionnement du système de gestion mis en place ; • la définition des tâches et des niveaux de responsabilité des différents agents impliqués dans le fonctionnement des procédures ; • la facilitation de l'élaboration, dans des délais réduits, de situations financières fiables. 		

Réf n°	18	Intitulé du projet		Elaboration du manuel de gestion administrative et financière du Centre de Pêche de Lompoul				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	7.622,5	100%	02	Direction des pêches maritimes/ Fisheries Engineering co, LTD	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	03/2006-05/2006	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le manuel de gestion administrative et financière a pour objet de décrire les règles et procédures de fonctionnement des structures et acteurs chargés de l'exploitation et de la gestion du Centre de Pêche de Lompoul sur Mer. Il définit les rôles et les responsabilités de chacun et détaille les procédures à appliquer dans les différentes situations rencontrées.</p> <p>La finalité du manuel est de fournir des éléments permettant une meilleure connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des cadres organisationnel et institutionnel ; • de la nature et le fonctionnement des dispositifs administratifs ; • des modalités d'exécution financière et comptables. 						<p>La mission du GERAD a concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fourniture des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs et comptables ; • la description des procédures et des opérations relatives au fonctionnement du système de gestion mis en place ; • la définition des tâches et des niveaux de responsabilité des différents agents impliqués dans le fonctionnement des procédures, conformément à l'organigramme du centre de pêche ; • la facilitation de l'élaboration, dans des délais réduits, de situations financières fiables. 		

Réf n°	19	Intitulé du projet		Accompagnement et suivi des activités du centre de pêche de Lompoul				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	18.293,882	100%	5	Direction des pêches maritimes/ Fisheries Engineering co, LTD	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	02/2005-02/2007	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le projet de construction d'un centre de pêche à Lompoul sur Mer répond à un souci d'amélioration de la qualité des produits frais et transformés. Les principales installations et équipements dans le cadre du projet sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un quai de débarquement des produits halieutiques ; ✓ des installations de transformation ; ✓ des installations d'approvisionnement en eau. <p>Outre le volet relatif à la construction des infrastructures et équipements, le projet concerne également la mise en œuvre de mécanisme d'auto-gestion visant la pérennisation des réalisations, ainsi que leur appropriation par les professionnels de la pêche et populations locales d'une manière générale.</p>						<p>Le GERAD était chargé de l'organisation et de la formation des professionnels de la pêche et de la communauté rurale concessionnaire pour une meilleure utilisation des infrastructures. Il s'agissait d'organiser les bénéficiaires en comité de gestion et de les former en gestion administrative et financière. De même un manuel de procédure administrative et financière a été élaboré pour définir les règles de gestion.</p> <p>De manière plus détaillée, il s'agissait de mettre en place des comités de gestion des infrastructures implantés dans les sites, à travers l'organisation et la formation des bénéficiaires. La finalité étant la prévention des conflits pouvant résulter de l'utilisation des ouvrages et, plus globalement, l'appropriation par les bénéficiaires des règles de gestion dont ils auront participé à l'élaboration.</p> <p>Quant à la formation, elle avait pour objet de fournir aux professionnels de la pêche bénéficiaires des ouvrages les connaissances techniques nécessaires (entretien/maintenance), les connaissances en gestion (financière en particulier), des techniques simples et reproductibles. L'acquisition progressive par les bénéficiaires des connaissances complémentaires ou nouvelles s'appuiera sur les transferts et les échanges d'informations, de savoirs et de techniques.</p>		

Réf n°	20	Intitulé du projet		Diagnostic organisationnel des comités de gestion des forages des sites du Programme Régional Solaire – Phase I (PRS I) et ceux du PRS II dans les départements de Podor, de Bakel, de Matam et de Tivaouane				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	38.112,3	100%	10	Direction de l'Hydraulique Rurale	Union Européenne	04/2006-06/2006	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>le Programme Régional Solaire dont la première phase a été exécutée entre 1992 et 1998 envisage la poursuite du projet uniquement au niveau du volet approvisionnement en eau potable. A cet effet les acquis du PRS I seront maintenus et consolidés dans le PRS II en y intégrant les réformes intervenues dans la gestion des forages.</p> <p>La phase II est relative à la réalisation d'ouvrages hydrauliques fonctionnant grâce à l'énergie solaire, ainsi que la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement. Les zones d'intervention du projet sont les régions de Saint Louis, de Matam, de Tambacounda, de Louga et de Thiés. Le volet relatif à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement consistera à mettre en place des ASSOCIATIONS DES USAGERS DU FORAGE (ASUFOR) à la fois dans les 40 sites fonctionnels du PRS I et les 45 nouveaux sites du PRS II et à assurer le volet animation/ sensibilisation pour une bonne gestion et une appropriation des installations par les bénéficiaires. Il s'agira également d'établir pour chaque site, la situation de référence et de produire des indicateurs de suivi.</p>						<p>Dans le cadre des mesures d'accompagnement du Programme Régional Solaire (PRS), le GERAD était chargé de la réalisation du diagnostic organisationnel des comités de gestion des forages des sites du PRS1 dans la région de Saint-Louis (département de Podor). Ce diagnostic organisationnel a concerné 27 comités de gestion dans ce département et a permis d'en tirer les enseignements en vue de la mise en place des nouvelles structures de gestion des forages pour la deuxième phase de ce projet.</p> <p>Ce diagnostic organisationnel a été mené sur la base d'un guide d'entretien qui a permis de collecter les informations utiles auprès des membres des comités de gestion des forages. Les données recueillies ont été analysées sur la base d'une grille structurée en un ensemble de thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dynamique institutionnelle et gestion démocratique, - capacités et fonctionnement du comité de gestion, - fonctionnement du forage. <p>Chacune de ces thématiques comporte des critères d'appréciation de la performance des comités de gestion. Cette grille d'analyse a permis d'aboutir à une typologie des comités de gestion en fonction de leurs performances.</p>		



**APPUI TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES
TERRITORIALES**



SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Réf n°	21	Intitulé du projet		Audit Urbain de la ville de Dosso				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	Niger		100%	05	CABEX/PRIU	PRIU	07/2002-11/2002	CABEX
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'audit urbain vise à effectuer un diagnostic quantitatif et qualitatif des équipements et infrastructures communaux afin de faire ressortir les besoins de la commune. La finalité est de soutenir l'effort d'investissement de la commune sur la base de Programme d'appui mis en œuvre ou à mettre en œuvre. Cela aboutira à une meilleure desserte en matière d'équipements et d'infrastructures de la commune.</p>						<p>La mission du GERAD est d'effectuer un diagnostic de la ville, à travers l'identification d'un ensemble de projets prioritaires pour l'amélioration de la desserte en infrastructures et équipements de superstructures de la commune.</p>		

Réf n°	22	Intitulé du projet		Elaboration du Plan Sectoriel de Développement (PSD) axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène de la commune de Garango				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	Burkina Faso		100%	2	ONG WaterAid Burkina Faso	ONG WaterAid Burkina Faso	03/2005 – 03/2005	----
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques.</p>					<p>L'analyse – diagnostic est à la base de l'élaboration du PSD qui constitue un cadre de référence pour la définition de projets locaux futurs liés à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Dans cet exercice, l'accent a été mis sur les modalités d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, ainsi qu'à l'impact induit par leur disponibilité sur la vie des populations de la localité. Par ailleurs, l'analyse s'est appesantie sur le taux d'accès à ces infrastructures afin d'apprécier les disparités en matière d'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène. Les résultats obtenus devraient permettre d'identifier les actions prioritaires à entreprendre pour l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>			

Réf n°	23	Intitulé du projet		Elaboration du Plan Sectoriel de Développement (PSD) axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène du Gouvernement Local de Oju				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	NIGERIA		100%	2	ONG WaterAid Nigéria	ONG WaterAid Nigéria	04/2005 – 04/2005	----
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques.</p>					<p>L'analyse – diagnostic est à la base de l'élaboration du PSD qui constitue un cadre de référence pour la définition de projets locaux futurs liés à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Dans cet exercice, l'accent a été mis sur les modalités d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, ainsi qu'à l'impact induit par leur disponibilité sur la vie des populations de la localité. Par ailleurs, l'analyse s'est appesantie sur le taux d'accès à ces infrastructures afin d'apprécier les disparités en matière d'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène. Les résultats obtenus devraient permettre d'identifier les actions prioritaires à entreprendre pour l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>			

Réf n°	24	Intitulé du projet		Elaboration de Plans Sectoriels de Développement (PSD) axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène au niveau de vingt deux (22) communes du Mali					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	MALI		100%	4	ONG WaterAid Mali	ONG WaterAid Mali	05/2007 09/2007	----	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques. A ce titre, elle appuie vingt deux collectivités territoriales localisées dans les régions de Gao (deux), Tombouctou (une), Ségou (deux), Mopti (cinq), Koulikoro (six) et le District de Bamako (six).</p>						<p>L'analyse – diagnostic est à la base de l'élaboration du PSD qui constitue un cadre de référence pour la définition de projets locaux futurs liés à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Dans cet exercice, l'accent a été mis sur les modalités d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, ainsi qu'à l'impact induit par leur disponibilité sur la vie des populations de la localité. Par ailleurs, l'analyse s'est appesantie sur le taux d'accès à ces infrastructures afin d'apprécier les disparités en matière d'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène. Les résultats obtenus devraient permettre d'identifier les actions prioritaires à entreprendre pour l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>			

Réf n°	25	Intitulé du projet		Elaboration de Plans d'Exécution des PSD pour le compte de vingt deux (22) communes du Mali				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	MALI		100%	4	ONG WaterAid Mali	ONG WaterAid Mali	05/2007 09/2007	----
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques. A ce titre, elle appuie vingt deux collectivités territoriales localisées dans les régions de Gao (deux), Tombouctou (une), Ségou (deux), Mopti (cinq), Koulikoro (six) et le District de Bamako (six).</p>						<p>Le PSD qui est un document de planification stratégique à long terme est constitué d'un ensemble d'actions prioritaires clairement identifiées par les populations et destinées à pallier les contraintes entravant l'accès à l'eau potable, aux infrastructures d'assainissement et la promotion de l'hygiène. Il constitue donc, pour les partenaires au développement, un cadre de référence en vue de la mise en œuvre de leur programme d'action dans ces secteurs.</p> <p>le plan d'exécution constitue le document de référence pour le financement des actions identifiées dans le PSD. Il permet ainsi de mettre en œuvre un processus graduel de financement des actions visant à promouvoir les conditions de réalisation des objectifs fixés dans les secteurs de l'eau/l'hygiène/l'assainissement.</p>		

Réf n°	26	Intitulé du projet		Elaboration du Plan Sectoriel de Développement (PSD) axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour onze (11) Districts du Ghana					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	Ghana		100%	6	ONG WaterAid Ghana	ONG WaterAid Ghana	2007 /2008	----	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques. A ce titre, son programme-pays établi au Ghana appuie onze Districts localisés dans : Eastern Region (Afram Plains, Birim North et Akuapem North), Upper East Region (Bolgatanga Municipal, Bongo et Bwaku West), Greater Accra (Dangme West), Northern Region (Karaga), Volta Region (Krachi East) et Upper West (Wa East).</p>						<p>L'analyse – diagnostic est à la base de l'élaboration du PSD qui constitue un cadre de référence pour la définition de projets locaux futurs liés à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Dans cet exercice, l'accent a été mis sur les modalités d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, ainsi qu'à l'impact induit par leur disponibilité sur la vie des populations de la localité. Par ailleurs, l'analyse s'est appesantie sur le taux d'accès à ces infrastructures afin d'apprécier les disparités en matière d'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion de l'hygiène. Les résultats obtenus devraient permettre d'identifier les actions prioritaires à entreprendre pour l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>			

Réf n°	27	Intitulé du projet		Elaboration du Plan Sectoriel de Développement (PSD) axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour onze (11) Districts du Ghana					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	Ghana		100%	6	ONG WaterAid Ghana	ONG WaterAid Ghana	2007 /2008	----	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>L'ONG WaterAid, dont la mission est de permettre aux populations les plus pauvres du monde d'avoir accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, contribue aussi fortement au développement des capacités du secteur, en vue de l'augmentation de son financement. La démarche de WaterAid correspond à la volonté de contribuer au recentrage du processus de développement en appuyant les Collectivités Territoriales à mieux inscrire leurs démarches dans le cadre de la décentralisation et de la bonne gouvernance ; d'autant plus que le PSD est un outil de négociation et de plaidoyer capable d'influencer les politiques. A ce titre, son programme-pays établi au Ghana appuie onze Districts localisés dans : Eastern Region (Afram Plains, Birim North et Akuapem North), Upper East Region (Bolgatanga Municipal, Bongo et Bwaku West), Greater Accra (Dangme West), Northern Region (Karaga), Volta Region (Krachi East) et Upper West (Wa East).</p>						<p>Le PSD qui est un document de planification stratégique à long terme est constitué d'un ensemble d'actions prioritaires clairement identifiées par les populations et destinées à pallier les contraintes entravant l'accès à l'eau potable, aux infrastructures d'assainissement et la promotion de l'hygiène. Il constitue donc, pour les partenaires au développement, un cadre de référence en vue de la mise en œuvre de leur programme d'action dans ces secteurs.</p> <p>le plan d'exécution constitue le document de référence pour le financement des actions identifiées dans le PSD. Il permet ainsi de mettre en œuvre un processus graduel de financement des actions visant à promouvoir les conditions de réalisation des objectifs fixés dans les secteurs de l'eau/l'hygiène/l'assainissement.</p>			

SUR LE PLAN NATIONAL

Réf n°	28	Intitulé du projet		Réalisation d'audits urbains pour le compte de dix (10) communes urbaines des régions de Dakar, Thiès, Matam, Kaolack, Kolda et Ziguinchor				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	84.727,56	100%	5	Agence de Développement municipal	Banque Mondiale (BM)	04/1999-11/2003	BDO/MBA CABEX
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'audit urbain vise à identifier à partir du diagnostic de la commune, un ensemble de projets prioritaires destinés à améliorer la desserte en infrastructures et équipements de superstructures de la commune. C'est sur la base de l'audit urbain, que le Programme d'Appui aux Communes (PAC) évalue l'effort d'investissement de la commune à travers le Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) et le Programme d'Entretien Prioritaire (PEP).</p>						<p>La mission du GERAD est d'effectuer un diagnostic institutionnel, organisationnel, financier et économique de la Commune. Les résultats du diagnostic permettent au conseil municipal et l'ensemble des acteurs locaux d'identifier un ensemble de projets prioritaires pour l'amélioration de la desserte en infrastructures et équipements de superstructures de la commune. En ce sens que c'est sur la base de l'audit urbain que le programme d'Appui aux Communes permet de soutenir l'effort d'Investissement de la commune à travers des Programmes d'investissements Prioritaires (PIP) et d'Entretien Prioritaire (PEP).</p>		

Réf n°	29	Intitulé du projet		Base de Données Urbaines de la Commune de Fatick (BDU)				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	17.040,60	100%	4	Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDEL)	Coopération Française	09/2003-01/2004	- Conseil Municipal de Fatick - Services Techniques déconcentrés - Acteurs locaux
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement local (PADDEL) vise, entre autres objectifs, l'assistance et l'appui aux collectivités décentralisées par l'émergence de Politique de Développement Local. Il s'inscrit dès lors dans une perspective de promotion des moyens et des outils de planification urbaine et d'aménagement du territoire dans le contexte de la consolidation du processus de décentralisation. A cette fin, il envisage de doter les communes d'outils de gestion urbaine de façon à optimiser les prises de décisions sur les priorités à définir en termes d'équipements, d'infrastructures, de suivi et de gestion communale.</p>						<p>La Base de Données Urbaines (BDU) constitue une association d'informations statistiques reliées à des données cartographiques. Ainsi, elle devra permettre une lecture facile de l'information pour améliorer l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes. La mission du GERAD a concerné dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'adoption d'un schéma conceptuel du projet ; • l'exploitation des informations existantes ; • les enquêtes de terrain pour la localisation des équipements et infrastructures ; • la saisie et le traitement de l'information en tenant compte des critères de validité ; • la réalisation d'un SIG sur GEOCONCEPT ; • La rédaction du rapport. 		

Réf n°	30	Intitulé du projet		Adressage de la ville de Dakar – Zones I et III				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	36.563,02	100%	7	Agence de Développement Municipal (ADM)	Banque Mondiale (BM)	07/2003-05/2004	-----
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Dans le cadre du Programme d'Appui aux Communes (PAC), l'Agence de Développement Municipal (ADM) est chargée d'appuyer les autorités municipales des Communes de Dakar dans la gestion de l'espace urbain en intervenant entre autres sur le financement des installations et des services collectifs dans lesquels sont prévus les opérations d'adressage.</p>						<p>Dans le cadre de «l'adressage de la ville de Dakar», le GERAD a été chargé pour les zones I et III de soutenir et d'accompagner les collectivités territoriales concernées (communes d'arrondissement) dans la mise en œuvre des premières tâches de cette mission (codification, plans de panneauage et d'adressage).</p>		

Réf n°	31	Intitulé du projet		Elaboration de plans locaux de développement et de plans d'investissement				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	358.426,97	100%	12	Direction des Collectivités Locales (DCL)	IDA, FIDA, BAD et OPEP	06/2002-06/2005	- Elus locaux - Services Techniques déconcentrés - Acteurs locaux
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) avait pour objectif de lutter contre la pauvreté en milieu rural par le financement d'infrastructures communautaires, la formation des acteurs locaux et la bonne gouvernance. Les objectifs spécifiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> le renforcement des capacités des populations pour leur permettre de définir, de prendre en charge et de suivre l'évolution de leur propre développement ; la valorisation effective des ressources humaines par la formation-action ; le financement d'infrastructures rurales. <p>Dans le cadre de cette mission, le PNIR a fait appel au GERAD pour soutenir et accompagner les institutions locales et la population rurale dans les communautés rurales de Saraya, de Dimboli, de Salémata, de Khossanto, de Missirah Sirimana (département de Kédougou, région de Tambacounda), de Kounkané (département de Vélingara, région de Kolda), de Coki, de Ndiagne (département de Louga, région de Louga), Réfane et Gawane (département de Bambey, région de Diourbel).</p>						<p>Le GERAD a appuyé chaque communauté rurale suivant une démarche participative à :</p> <ul style="list-style-type: none"> concevoir et mettre en œuvre l'ensemble du processus de réalisation des Plans Locaux de Développement ; identifier, planifier et exécuter des projets d'infrastructures communautaires ; assurer la formation-action des acteurs locaux de la CR et des responsables des institutions locales ; aider à la mobilisation et la gestion des fonds de contrepartie des investissements communautaires ; réaliser un plan de formation et un plan de communication ; assurer l'exécution et le suivi régulier des projets. <p>Dans chaque département, une équipe permanente composée de trois personnes a assuré l'assistance technique. Des animateurs communautaires et des animateurs relais ont été chargés de l'information/sensibilisation au niveau des villages.</p>		

Réf n°	32	Intitulé du projet		Elaboration de plans locaux de développement et de plans d'investissement				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	22.098,73	100%	15	Société de Développement, d'Aménagement Agricole et Industrielle (SODAGRI)	Banque Africaine de Développement	07/2003 11/2003	- Elus locaux - Services Techniques déconcentrés - Acteurs locaux
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'objectif du Projet d'Appui au Développement Rural dans le Bassin de l'Anambé (PADERBA) est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la Région de Kolda.</p> <p>Son objectif spécifique est l'augmentation durable de la production et des revenus agricoles.</p> <p>Les composantes du projet sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appui aux collectivités locales (formation et appui-conseil aux OPA et aux collectivités) ; - développement des productions (productions agricoles, crédit, approvisionnement et commercialisation) ; - mesures d'accompagnement (infrastructures sociales, foncier, environnement) ; - gestion de projet. 						<p>Le mandat concerne l'élaboration de quatre (04) documents de planification stratégique et opérationnelle pour le compte de communautés rurales localisées dans la région de Kolda. Suivant une approche participative, le diagnostic des communautés débouche sur l'identification des contraintes au développement et la proposition de pistes de solutions par les populations locales. Ces pistes de solution serviront à formuler un ensemble de projets pour l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Ces projets font l'objet d'une étude de faisabilité technique, sociale et institutionnelle, un planning des opérations, l'élaboration de fiches techniques et financières des activités et d'un manuel de gestion administrative et financière.</p>		



ECONOMIE LOCALE



SUR LE PLAN NATIONAL

Réf n°	33	Intitulé du projet		Programme Saoudien de réalisation de forages et de Développement Rural : Volet diagnostic socio-économique au niveau de 33 sites du projet					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	SENEGAL	19.662,92	100%	10	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Royaume d'Arabie saoudite	12/1999-08/2001		
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>Le projet concerne la troisième phase du Programme Saoudien de Forage, puits et développement rural dans les pays sahéliens de l'Afrique. Durant les deux premières phases, les régions de Diourbel et de Louga ont bénéficié de 25 puits forés et équipés de moto-pompes et de 5 superstructures pour des puits existants.</p> <p>La présente phase dénommée SSWP III, concerne trois régions, à savoir Kaolack (Département de Kaffrine) Kolda (Département de Vélingara) et de Tambacounda (Départements de Kédougou et Bakel) où 35 ouvrages hydrauliques (17 forages motorisés et 18 puits peu profonds équipés de pompes manuelles) ont été réalisés. Cette phase a été accompagnée par un volet organisationnel axé sur la mise en œuvre d'une politique de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques axée sur une plus grande responsabilité des usagers.</p>						<p>La mise en œuvre des études socioéconomiques vise globalement une meilleure connaissance du milieu d'intervention. De manière plus spécifique, il s'agit de recueillir des informations sur de multiples aspects de la vie sociale et économique villageoise, dont l'analyse permettra de caractériser le profil des sites d'intervention du projet.</p> <p>L'étude diagnostique réalisée dans les sites ciblés vise essentiellement à fournir des éléments permettant de moduler le contenu des phases ultérieures (sensibilisation, organisation, formation) en fonction des réalités locales, tout en donnant des indications relatives aux possibilités de participation financière des bénéficiaires, aux systèmes de tarification souhaités par la population et à la localisation des points de distribution d'eau.</p>			

Réf n°	34	Intitulé du projet		Lux-development - SEN 012 Eau à Thiès et à Louga : Volet diagnostic socio-économique au niveau de 11 sites du projet				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	30.489,803	100%	4	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Coopération Luxembourgeoise	08/2002-02/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'objectif global de la Coopération Luxembourgeoise est la lutte contre la pauvreté à travers un accès facile aux équipements et infrastructures sociaux de base. C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en place d'ouvrages hydrauliques qui vise à faciliter l'accès des populations rurales à un approvisionnement en eau pérenne satisfaisant sur le plan quantitatif et qualitatif. Toutefois, la pérennisation des réalisations passe par une gestion efficace et efficiente de celles-ci d'où la priorité que constitue pour le programme luxembourgeois, le renforcement des capacités en matière de gestion des bénéficiaires.</p> <p>Le présent programme dénommé projet SEN 012, eau à Thiès et à Louga, couvre ces deux régions et concerne la réalisation de dix ouvrages hydrauliques, ainsi que l'appui institutionnel et organisationnel des populations de sites bénéficiaires afin de promouvoir une pérennisation des réalisations.</p>						<p>La mise en œuvre des études socioéconomiques vise globalement une meilleure connaissance du milieu d'intervention. De manière plus spécifique, il s'agit de recueillir des informations sur de multiples aspects de la vie sociale et économique villageoise, dont l'analyse permettra de caractériser le profil des sites d'intervention du projet.</p> <p>L'étude diagnostique réalisée dans les sites ciblés vise essentiellement à fournir des éléments permettant de moduler le contenu des phases ultérieures (sensibilisation, organisation, formation) en fonction des réalités locales, tout en donnant des indications relatives aux possibilités de participation financière des bénéficiaires, aux systèmes de tarification souhaités par la population et à la localisation des points de distribution d'eau.</p>		

Ref n°	35	Intitulé du projet		Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires (PEPTAC) : Volet diagnostic socio-économique au niveau de 25 sites du projet				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	65.553,077	100%	2	DEM/Japan Techno	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	08/2002-12/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le « <i>Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires</i> » au Sénégal, vise un accès universel à l'eau potable et s'inscrit dans le cadre de la REGEFOR (<i>Réforme des Forages motorisés</i>, portée par la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (DEM) du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique). Ce projet repose sur le renforcement des capacités de gestion et de développement communautaire, par la valorisation des ressources humaines. Il se fixe également pour objectifs la satisfaction des besoins primaires dont ceux liés à l'eau et un meilleur accès aux services de base pour les catégories sociales les plus défavorisées. Par ailleurs, le projet s'oriente vers la lutte contre la pauvreté à travers la diversification des actions productives.</p> <p>Le projet couvre les régions de Thiès, de Louga, de Saint Louis, de Matam et de Tambacounda à travers la réhabilitation de 25 ouvrages hydrauliques, l'appui organisationnel et le renforcement de capacités des structures mises en place. Par ailleurs, des activités génératrices de revenus (maraîchage, embouche, aviculture et équipement d'allègement des travaux féminins), ont été développées dans trois sites test.</p>						<p>La mise en œuvre des études socioéconomiques vise globalement une meilleure connaissance du milieu d'intervention. De manière plus spécifique, il s'agit de recueillir des informations sur de multiples aspects de la vie sociale et économique villageoise, dont l'analyse permettra de caractériser le profil des sites d'intervention du projet.</p> <p>L'étude diagnostique réalisée dans les sites ciblés vise essentiellement à fournir des éléments permettant de moduler le contenu des phases ultérieures (sensibilisation, organisation, formation) en fonction des réalités locales, tout en donnant des indications relatives aux possibilités de participation financière des bénéficiaires, aux systèmes de tarification souhaités par la population et à la localisation des points de distribution d'eau.</p>		

Réf n°	36	Intitulé du projet		Projet d'Amélioration et de Renforcement des Points d'Eau dans le Bassin Arachidier (PARPEBA) : Volet diagnostic socio-économique au niveau de 32 sites du projet				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	57.595,239	100%	5	Projet d'Amélioration et de Renforcement des Points d'Eau dans le Bassin Arachidier (PARPEBA)	Coopération Technique Belge (CTB)	2006/2007	Direction de l'Hydraulique Rurale
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le Projet d'Amélioration et de Renforcement des Points d'Eau dans le Bassin Arachidier (PARPEBA) est co-financé par le Royaume de Belgique et la République du Sénégal, concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le volet technique à travers la réalisation de 12 forages neufs, la réhabilitation de 20 forages, la construction de 28 superstructures avec châteaux d'eau et la réalisation d'environ 800 km de réseaux de distribution d'eau potable ainsi que de 32 équipements d'exhaure. - Le volet animation/sensibilisation/formation par l'organisation, le renforcement des capacités et l'accompagnement des bénéficiaires pour la gestion rationnelle et durable des ouvrages hydrauliques 						<p>La mise en œuvre des études socioéconomiques vise globalement une meilleure connaissance du milieu d'intervention. De manière plus spécifique, il s'agit de recueillir des informations sur de multiples aspects de la vie sociale et économique villageoise, dont l'analyse permettra de caractériser le profil des sites d'intervention du projet.</p> <p>L'étude diagnostique réalisée dans les sites ciblés vise essentiellement à fournir des éléments permettant de moduler le contenu des phases ultérieures (sensibilisation, organisation, formation) en fonction des réalités locales, tout en donnant des indications relatives aux possibilités de participation financière des bénéficiaires, aux systèmes de tarification souhaités par la population et à la localisation des points de distribution d'eau.</p>		



ANALYSE DES FILIERES



SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Réf n°	37	Intitulé du projet		Etude situationnelle et institutionnelle des projets de développement agricole et des OP en Gambie				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	Gambie	30.337,08	100%	3	Earth and Human Corporation JAPAN	JICA	06/2001 07/2001	----
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
L'objectif de cette mission était de réaliser une étude diagnostic afin de définir des orientations stratégiques pour la formulation d'un programme de développement agricole en Gambie. Une attention particulière devait être portée sur les potentialités et les contraintes des différents secteurs et filières (production, intrants, commercialisation, etc.).						La mission de l'équipe du GERAD est de diagnostiquer le contexte général de la situation agricole en Gambie d'une part et d'autre part le cadre institutionnel et organisationnel des producteurs. Cette étude diagnostic devrait permettre d'identifier les contraintes du secteur agricole afin de proposer des axes d'orientation pour le développement du secteur agricole.		

SUR LE PLAN NATIONAL

Réf n°	38	Intitulé du projet		Etude sur les possibilités de l'agriculture commerciale dans les zones OFPEP du Sud du Sénégal					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	SENEGAL	7.622,451	100%	3	Winrock International 1	Winrock International	1997	-----	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>A travers cette étude, Winrock International voulait effectuer une évaluation des interventions du programme OFPEP dans la région de Kolda, par l'analyse de l'impact du programme sur les revenus d'origine agricole. Des perspectives en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations y sont dégagées ; l'accent étant mis sur l'identification des opportunités économiques pour les femmes agricultrices et l'amélioration de leur accès au crédit.</p>						<p>La mission du GERAD a consisté en un diagnostic organisationnel des femmes productrices, ainsi que l'identification de leurs activités. Par ailleurs, l'étude a porté aussi sur la production agricole et les rendements des cibles, en mettant un accent particulier sur les potentialités et les contraintes.</p>			

Réf n°	39	Intitulé du projet		Appui institutionnel et organisationnel des Producteurs d'anacarde dans la zone de Passy				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	81.163,857	10%	2	ONG SOS Faim Belgique	ONG SOS Faim Belgique	06/2002-08/2005	-----
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>L'ONG SOS FAIM soutient le renforcement des organisations représentatives des populations locales en favorisant le développement humain dans le cadre d'un développement institutionnel et organisationnel. Elle favorise les initiatives économiques de ses partenaires qui permettent de développer la création d'emplois et de revenus. Sans ces derniers, il est impossible pour les populations d'avoir accès à la couverture de leurs besoins fondamentaux, d'améliorer la qualité de vie et de sortir de leur situation d'exclusion.</p> <p>Dans le cadre de la diversification des ces actions, SOS Faim a initié l'identification et le diagnostic de filière de production au niveau de la région de Fatick. L'appui a été orienté vers les producteurs de noix de cajou de la zone de Passy. Il s'agit des producteurs localisés dans l'ancienne zone d'intervention du Projet Anacardier Sénégal-Allemand (PASA). L'intervention de SOS Faim se justifie par la nécessité de renforcer les acquis obtenus grâce au PASA dans le domaine de la production, mais également de réorganiser les producteurs, ainsi que la commercialisation de leurs productions.</p>					<p>La mission du GERAD a consisté à analyser la filière anacarde, notamment sa rentabilité, ses avantages, contraintes et perspectives dans la région Fatick. Les résultats obtenus ont permis de déterminer le type d'appui à apporter aux producteurs d'anacarde. De manière spécifique, les résultats de l'étude diagnostic ont permis la mise en œuvre d'actions relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification et l'appui organisationnel et institutionnel des producteurs d'anacarde de la zone de Passy ; - l'appui pour la construction et l'équipement d'un local à usage de bureau pour les producteurs d'anacarde ; - l'élaboration d'un plan d'action triennale en vue d'améliorer la commercialisation - l'appui à l'organisation de la commercialisation par l'organisation des producteurs à travers l'identification de trois zones de stockage ; - l'organisation et la gestion du fonds de roulement destiné à l'amélioration de la commercialisation des noix de cajou. 			

Réf n°	40	Intitulé du projet		Etude socioéconomique sur la production du riz dans les régions de Kolda et de Ziguinchor				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	18.293,882	65%	3	JICA/ DAPS	JICA	01/2005- 04/2005	ENDA GRAF
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Au Sénégal, l'alimentation des populations rurales et urbaines dépend essentiellement de la production agricole et particulièrement des céréales, dont le riz en grande partie. Or, avec des besoins en consommation actuellement estimés à 900 000 tonnes par an, la production nationale de riz n'est que de 200 000 tonnes, soit une autosuffisance de 22,2%. Cette situation défavorable conduit à des importations de près de 700 000 tonnes, soit des pertes en devises de plus de 60 milliards de Fcfa.</p> <p>Cependant, avec les politiques d'ajustements structurels survenus au milieu des années 90, on a assisté au désengagement de l'Etat qui a ainsi libéralisé la filière. Cela a eu des conséquences négatives sur les producteurs qui, du jour au lendemain, ont été confrontés aux dures réalités du marché. Le manque de compétitivité de la production locale par rapport au riz asiatique importé, s'est effectivement traduit par des difficultés d'écoulement.</p> <p>C'est dans ce contexte que l'Etat du Sénégal en relation avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a commandité une étude sur la réorganisation de la production de riz au Sénégal.</p> <p>La présente étude est menée dans la région naturelle de la Casamance précisément dans les régions administratives de Kolda et de Ziguinchor.</p>						<p>Le rôle du GERAD était d'effectuer une étude socioéconomique sur la production du riz dans la région naturelle de la Casamance. Les résultats obtenus devraient permettre aux commanditaires d'apprécier les contraintes au développement de la filière et de disposer de pistes de solutions pour la réorganisation de la filière riz au profit des producteurs locaux. De manière spécifique, la présente étude devrait permettre de connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des sites cibles ; • les potentialités des zones en terme de ressources agricoles et pastorales ; • les contraintes au développement local en général et en matière de production agricole en particulier ; • les potentialités et contraintes de la zone en matière de culture du riz. 		

Réf n°	41	Intitulé du projet		Appui institutionnel et organisationnel des producteurs de sel dans la région de Fatick				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	142.539,83	10%	2	Conseil Régional de Fatick	Coopération Belge et ONG SOS Faim Belgique	05/2005-12/2008	Expert en développement rural
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PDIF, SOS Faim a initié l'appui au développement de filières. Etant entendu que l'amélioration des conditions de vie des populations locales revient à les aider à diversifier leur source de production. L'une des filières investie par SOS Faim et le sel et la mise en œuvre de ce projet se justifie par l'importance de la production du sel dans la région de Fatick. En effet, la région de Fatick couvre une superficie de 7.935 Km², dont 2665 Km² occupée par les tanns soit 33,6%. Les tanns caractérisés par leur forte teneur en sel sont impropres à l'agriculture. Il s'agit donc d'un handicap considérable au développement du secteur agricole qui occupe près de 90% de la population active de la région.</p> <p>D'une manière générale, la production de sel de la région de Fatick est de type artisanal. Elle provient de sites de zones inondables ou anciennement inondées et où le sel est exploité de trois façons différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par le creusement de puits qui permet de concentrer et d'augmenter la salinité de la saumure saturée • Par la construction de petites digues et de bassins dans lesquels le sel se dépose en couches au fur et à mesure de l'évaporation • Par l'exploitation naturelle sans travaux d'aménagement particuliers <p>En outre, la filière sel est investie par la Chambre des Métiers de Fatick et la CARITAS, dont les actions sont plutôt orientées vers l'encadrement des producteurs. Par ailleurs, l'UNICEF a apporté un appui considérable pour la généralisation de l'iodation du sel.</p>						<p>La mission du GERAD a consisté à l'appui à la réalisation d'une étude diagnostic dont l'objectif global est de faire du sel l'un des leviers principaux du développement économique et social de la Région de Fatick. Parallèlement, le Conseil Régional avait commandité une étude identique et le GERAD a organisé un atelier de restitution des deux études. Le but visé par cet atelier était de restituer les résultats des deux études et de faire une esquisse d'un plan d'action de la filière sel dans la région de Fatick. A cet effet, le GERAD a finalisé le plan d'action dont les principaux points portant sur le développement de la filière dans la région sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation des producteurs ; • l'amélioration de la production ; • l'amélioration de la commercialisation 		

Ref n°	42	Intitulé du projet		Appui à la filière arachidière avec des OP de l'arrondissement de Niakhar pour la reconstitution d'un capital semencier				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	83.846,959	10%	3	Conseil Régional de Fatick	Coopération Belge et ONG SOS Faim Belgique	06/2006-12/2008	Expert en développement rural
Description détaillée du projet					Nature des services fournis			
<p>Le Sénégal s'est doté au printemps 2004 d'une loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) qui constituera le cadre de développement de l'agriculture sénégalaise pour les 20 prochaines années. L'objectif de la LOASP est d'asseoir le développement rurale développement rural sur une exploitation agricole à moderniser, tout en promouvant l'entreprenariat agricole.</p> <p>En appui à la volonté de l'Etat de sécuriser les métiers de l'agriculture par la constitution d'une réserve de semences pré-base, l'ONG SOS Faim a initié un projet test au niveau de l'arrondissement de Niakhar. A terme, toutes les zones rurales de la région de Fatick devraient être touchées par le projet. Le but visé dans ce projet est de permettre aux membres des GPF de disposer à terme de semences de qualité pour leur exploitation familiale, ce qui permettra d'accroître la production d'arachide, de stimuler les revenus et de réduire la pauvreté rurale. Autrement dit, le projet devrait contribuer à l'amélioration du niveau de vie des paysans et au renforcement de la sécurité alimentaire dans les campagnes.</p> <p>Les résultats attendus à travers la mise en œuvre de ce projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion du développement de la filière arachidière par la disponibilité de semences de qualité qui devra à terme satisfaire la demande locale ; • l'accroissement des rendements et la transition vers des systèmes de production durables afin d'augmenter les revenus, assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté. 					<p>Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PDIF (Programme de développement Intégré de Fatick) qui est mis en œuvre par le GERAD. Le but visé est de permettre aux membres des GPF cibles de disposer à terme de semences de qualité pour leur exploitation familiale ; ce qui permettra d'accroître la production d'arachide, de stimuler les revenus et de réduire la pauvreté rurale. De manière concrète, les actions du GERAD ont consisté à effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le diagnostic approfondi de la production arachidière dans la zone - l'identification et l'étude des semences et des intrants - l'étude des modalités d'accroissement des rendements <p>D'une manière globale, il s'agit de d'établir la situation de référence de la zone à travers la connaissance des rendements, ceci afin de fixer les objectifs chiffrés dans le but de mesurer les indicateurs de performance. Par ailleurs, il sera procédé à l'expérimentation d'un champ communautaire d'arachide pour la reconstitution d'un capital semencier. Les résultats escomptés sont la détermination d'un schéma de multiplication des semences, ainsi que la définition de modalités d'approvisionnement pour pérenniser l'opération.</p>			



HYDRAULIQUE RURALE

SUR LE PLAN NATIONAL

Réf n°	43	Intitulé du projet		Programme Saoudien de réalisation de forages et de Développement Rural : Sensibilisation, Organisation, Mise en place des ASUFOR et des Comités de Gestion et formation de leurs instances.					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels	
GERAD	SENEGAL	19.662,92	100%	10	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Royaume d'Arabie saoudite	12/1999-08/2001		
Description détaillée du projet						Nature des services fournis			
<p>Le projet concerne la troisième phase du Programme Saoudien de Forage, puits et développement rural dans les pays sahéliens de l'Afrique. Durant les deux premières phases, les régions de Diourbel et de Louga ont bénéficié de 25 puits forés et équipés de moto-pompes et de 5 superstructures pour des puits existants.</p> <p>La présente phase dénommée SSWP III, concerne trois régions, à savoir Kaolack (Département de Kaffrine) Kolda (Département de Vélingara) et de Tambacounda (Départements de Kédougou et Bakel) où 35 ouvrages hydrauliques (17 forages motorisés et 18 puits peu profonds équipés de pompes manuelles) ont été réalisés. Cette phase a été accompagnée par un volet organisationnel axé sur la mise en oeuvre d'une politique de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques axée sur une plus grande responsabilité des usagers.</p>					<p>Le volet organisationnel a pour objet de mettre en place des mécanismes durables d'auto-gestion des infrastructures à implanter dans les sites, à travers l'organisation et la formation des bénéficiaires. Elle permet la prévention des conflits pouvant résulter de l'utilisation des ouvrages et, plus globalement, l'appropriation par les bénéficiaires des règles de gestion dont ils auront participé à l'élaboration.</p> <p>Cette composante organisationnelle a été confiée au GERAD. Elle s'est traduite par l'organisation des bénéficiaires, en Associations d'Usagers des Forages (ASUFOR) et par le renforcement de leurs capacités de gestion pour mettre en place des mécanismes durables de gestion des infrastructures. En effet, les structures locales doivent, depuis la Réforme dans la Gestion des Forages Ruraux Motorisés (REGEFOR), assurer le renouvellement des équipements d'exhaure et prendre en charge la totalité des charges d'exploitation et des coûts d'entretien/maintenance.</p>				

Réf n°	44	Intitulé du projet	Ornagisation des ASUFOR et formation des bureaux au niveau des sites bénéficiaires du Programme Hydraulique Luxembourgeois dénommé SEN 012 Eau à Thiès et à Louga					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	30.489,803	100%	4	Direction de l'Hydraulique et de l'assainissement	Coopération Luxembourgeoise	08/2002-02/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>L'objectif global de la Coopération Luxembourgeoise est la lutte contre la pauvreté à travers un accès facile aux équipements et infrastructures sociaux de base. C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en place d'ouvrages hydrauliques qui vise à faciliter l'accès des populations rurales à un approvisionnement en eau pérenne satisfaisant sur le plan quantitatif et qualitatif. Toutefois, la pérennisation des réalisations passe par une gestion efficace et efficiente de celles-ci d'où la priorité que constitue pour le programme luxembourgeois, le renforcement des capacités en matière de gestion des bénéficiaires.</p> <p>Le présent programme dénommé projet SEN 012, eau à Thiès et à Louga, couvre ces deux régions et concerne la réalisation de dix ouvrages hydrauliques, ainsi que l'appui institutionnel et organisationnel des populations de sites bénéficiaires afin de promouvoir une pérennisation des réalisations.</p>						<p>Le volet organisationnel a pour objet de mettre en place des mécanismes durables d'auto-gestion des infrastructures à implanter dans les sites, à travers l'organisation et la formation des bénéficiaires. Elle permet la prévention des conflits pouvant résulter de l'utilisation des ouvrages et, plus globalement, l'appropriation par les bénéficiaires des règles de gestion dont ils auront participé à l'élaboration.</p> <p>La mission qui était assignée à l'équipe du GERAD est l'organisation des bénéficiaires en ASUFOR et la formation des membres des bureaux des ASUFOR. Cette formation vise à renforcer les capacités techniques des membres des bureaux des ASUFOR dans le domaine de la gestion administrative et financière afin de leur permettre de mieux assumer leurs nouvelles charges. A cet effet, il s'agit à travers cette formation de spécifier le rôle de chaque membre du bureau, et de les doter d'outils comptables simples et adaptés à la gestion des ouvrages hydrauliques. L'objectif de la formation est à terme d'optimiser les résultats dans le souci de la pérennisation des ouvrages.</p>		

Réf n°	45	Intitulé du projet		Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires (PEPTAC) : Volet organisation et formation des ASUFOR				
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (EUR)	Part obtenue par le candidat (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des partenaires éventuels
GERAD	SENEGAL	65.553,077	100%	2	DEM/Japan Techno	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	08/2002- 12/2003	
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
<p>Le « <i>Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires</i> » au Sénégal, vise un accès universel à l'eau potable et s'inscrit dans le cadre de la REGEFOR (<i>Réforme des Forages motorisés</i>, portée par la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (DEM) du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique). Ce projet repose sur le renforcement des capacités de gestion et de développement communautaire, par la valorisation des ressources humaines. Il se fixe également pour objectifs la satisfaction des besoins primaires dont ceux liés à l'eau et un meilleur accès aux services de base pour les catégories sociales les plus défavorisées. Par ailleurs, le projet s'oriente vers la lutte contre la pauvreté à travers la diversification des actions productives.</p> <p>Le projet couvre les régions de Thiès, de Louga, de Saint Louis, de Matam et de Tambacounda à travers la réhabilitation de 25 ouvrages hydrauliques, l'appui organisationnel et le renforcement de capacités des structures mises en place. Par ailleurs, des activités génératrices de revenus (maraîchage, embouche, aviculture et équipement d'allègement des travaux féminins), ont été développées dans trois sites test.</p>						<p>La mission de l'équipe du GERAD est de mettre en place des mécanismes durables d'autogestion par l'organisation et la formation des bénéficiaires, à travers la mobilisation de toutes les catégories sociales et/ou socio-professionnelles pour la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat afin de faciliter le développement d'une dynamique de préservation et d'une capacité d'auto-gestion des équipements. L'appui organisationnel consistera à impulser des structures fonctionnelles capables de gérer la pérennisation des réalisations et dont les membres sont élus ou désignés par les villageois eux-mêmes.</p> <p>Quant à la formation, elle vise à doter les membres du bureau de compétences nécessaires à l'exécution des tâches de gestion administrative et financière. Sa réalisation a nécessité l'utilisation d'outils et de supports simples et reproductibles.</p>		